



## Quand la Banque Mondiale met en péril l'agriculture paysanne

---

*Compte-rendu de la table-ronde du 17 novembre 2011*

- Intervenants :** - **Déogratias Niyonkuru, Secrétaire Général d'ADISCO**  
- **Catherine Morand, Responsable de l'antenne romande de Swissaid**  
- **Silvie Demeester, Solidarité Socialiste**  
- **Rober Cramer, Conseiller aux Etats (GE)**  
- **Carlo Sommaruga, Conseiller national (GE)**
- Modération :** - **Fernand Vincent, Fondateur du Réseau Mondial de l'IRED**

### **Première partie :**

Déogratias Niyonkuru expose en détail l'histoire et la composition de la filière café au Burundi. Il met en avant le fait que le café est une culture vitale pour le pays, faisant vivre près de la moitié de la population et fournissant jusqu'à 80% des recettes d'exportation au gouvernement. Le pays a été fragilisé par plusieurs années de guerre. Il est devenu extrêmement dépendant de l'aide internationale.

La gestion de la filière café, longtemps aux mains de l'Etat, a subi de nombreux abus et dysfonctionnements. En 2007, une solution semblait avoir été trouvée, l'Etat ayant décidé de confier la gestion de la filière directement aux producteurs de café. Une amélioration s'était tout de suite fait sentir. Les revenus des paysans augmentaient, les usines retrouvaient une situation financière plus saine et étaient mieux entretenues, l'Etat n'essayait plus de perdre, les producteurs s'organisaient mieux pour assumer cette gestion.

Malgré ces changements très positifs, la Banque Mondiale impose, en 2008, l'application d'une stratégie totalement différente. Elle exige notamment la vente des usines de lavage du café à des conditions telles que seule de grandes multinationales peuvent les racheter. Les premières ventes, à la multinationale suisse Webcor, ont conduit à une perte de revenus pour les paysans de 40 pourcent. Les droits des paysans sont bafoués et leur situation s'aggrave clairement. Malgré cela, leurs revendications ne sont toujours pas entendues, la Banque Mondiale continue sur la même voie et exige que le gouvernement vende rapidement toutes les usines étatiques restantes.

Catherine Morand, ensuite, vient élargir le débat en exposant brièvement la situation des producteurs de coton au Burkina Faso et celles des aviculteurs au Cameroun. Dans ces deux cas, les paysans se retrouvent également dépossédés par des politiques favorisant les multinationales et les productions subventionnées venues d'Europe ou des Etats-Unis. La Banque Mondiale et le FMI, avec notamment les programmes d'ajustement structurel ont supprimé toute possibilité aux gouvernements du Sud de soutenir leur agriculture, alors que les règles de l'OMC ont permis d'inonder leurs marchés par des produits moins chers que ceux produits localement. Cette situation a fait perdre leurs sources de revenus à des milliers de personnes. Les très fortes réactions de la société civile en ce qui concerne les importations de poulet congelé au Cameroun ont toutefois été efficaces, obligeant le gouvernement à faire marche arrière.

## Deuxième partie

Sylvie Demeester expose les actions qui ont été menées par l'ONG Solidarité Socialiste en Belgique. Trois principales voies ont été suivies : interventions au Parlement belge, interventions au Parlement Européen et interpellation de la Banque Mondiale. La première n'avance malheureusement pas très rapidement. L'intervention au Parlement européen semble plus prometteuse et doit être renforcée. Quant à la Banque Mondiale, elle avait évoquée la possibilité de faire des dons pour que les producteurs de café puissent acheter des usines et se former pour les gérer. Même si rien ne s'est concrétisé, un dialogue est peut-être possible.

Carlo Sommaruga, Conseiller National, décrit les possibilités d'action que possèdent les parlementaires. Une interpellation du parlement est possible, ainsi qu'une mobilisation des commissions chargées des relations internationales. Mais ces actions ne seront probablement pas très efficaces. D'une part, sa voix ne représente qu'une sur deux cents, celle de Robert Cramer une sur cinquante. Ce genre de démarche prend du temps, environ six mois au Conseil des Etats, une année au Conseil National. D'autre part, les affaires concernant la Banque Mondiale ou le FMI échappent en réalité au parlement. Elles sont gérées directement par le pouvoir exécutif qui agit librement sur ce genre de dossier. Il faut donc prévoir avant tout d'interpeller directement les personnes en charge de ces dossiers dans l'administration, notamment à la DDC. Pour être efficace, l'interpellation devra se centrer sur la contradiction flagrante entre les actions que soutient notre gouvernement au niveau bilatéral et au niveau multilatéral. Comme D. Niyonkuru l'a mentionné, les programmes de la coopération suisse soutiennent les populations locales. Mais les programmes de la Banque Mondiale ont causé des pertes bien plus importantes pour les paysans que ce qu'a pu apporter l'aide bilatérale de la Suisse. Cette contradiction dans les actions du gouvernement donne le droit de demander des comptes. Cet aspect pourrait par ailleurs intéresser les médias, dans des émissions comme Temps Présent.

Carlo Sommaruga déclare avoir convenu avec Robert Cramer qu'ils iraient rencontrer la Direction Générale de la multinationale Webcor. Celle-ci est basée en Suisse, à Genève. Les deux élus parlementaires s'engagent par conséquent à aller la rencontrer pour lui demander des comptes sur les activités qu'elle mène en étant installée dans notre pays.

Robert Cramer, Conseiller aux Etats, met l'accent sur une interpellation qui a été faite récemment au gouvernement suisse. Soulignant le fait que beaucoup de pays reconnaissent maintenant avoir fait l'erreur de négliger complètement l'agriculture dans la coopération au développement, cette interpellation demandait quelle était la position de notre gouvernement. La réponse déclarait que notre gouvernement pouvait être fier d'avoir toujours gardé l'agriculture au cœur de son agenda de coopération et que ses compétences étaient par conséquent très avancées sur ce sujet par rapport à d'autres pays. Robert Cramer propose de rebondir sur cet échange, sur le fait que le gouvernement se jette autant de fleurs à lui-même en ce qui concerne son soutien à l'agriculture dans les pays en développement, pour l'interpeller sur ce dossier. Si notre gouvernement est si compétent et soutient fortement l'agriculture paysanne, que fait-il, quelle position prend-il concernant les paysans du Burundi qui se font actuellement déposséder par l'aide multilatérale à laquelle nous participons ?

Robert Cramer explique par ailleurs qu'en tant que parlementaire, leur action n'a de sens que si elle est fortement soutenue par la société civile. Dans le cas contraire, elle ne sera qu'un feu de paille.